Ordre de service d'action

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

Direction générale de l'alimentation **Service des actions sanitaires en production primaire** **Sous-direction de la santé et de protection animales** **Bureau de la Protection Animale** **251 rue de Vaugirard** **75 732 PARIS CEDEX 15** **0149554955**	**Instruction technique** **DGAL/SDSPA/2016-643** **02/08/2016**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 1

Objet : Transport des Animaux Vivants : Recommandations relatives aux contrôles à mettre en œuvre dans le domaine de la protection animale dans le cadre des exportations de bovins vers les pays tiers.

Destinataires d'exécution
DD(CS)PP DRAAF (SRAL)

Résumé : La présente instruction reprend les recommandations de la Commission européenne relatives à une vigilance renforcée sur les conditions de transport des bovins exportés vers les pays tiers (notamment vers la Turquie)

Textes de référence :

- Règlement (CE) n° 1/2005 du Conseil du 22 décembre 2004 relatif à la protection des animaux pendant le transport et les opérations annexes (...)

- Note de service DGAL/SDSPA/2016-360 du 27/04/2016 relative à l'organisation de formations locales "Protection Animale - Exportations par route vers les pays tiers, notamment vers la Turquie"

- Guide d'utilisation et de contrôle du carnet de route prévu par le règlement (CE) n°1/2005 (V1.0 du 22/09/2011)

- Courrier de la Commission n° Ares(2016)2989829 du 28/06/2016 relatif aux exportations d'animaux vers les pays tiers - suggestions de contrôles officiels

Contexte

Par courrier du 28 juin 2016, la Commission européenne attire l'attention des Chefs Vétérinaires Officiels de l'Union sur le risque en termes de protection animale que représentent les exportations de longue durée de bovins et ovins à destination des pays tiers (notamment à la frontière bulgaro-turque), et propose une liste d'actions clés et de contrôles à mettre en œuvre qui pourraient minimiser ce risque.

I - Obligations de l'organisateur du transport

La Commission rappelle notamment qu'en application du règlement (CE) n°1/2005, l'organisateur est tenu :

► de s'assurer, pour chaque voyage, que le bien-être des animaux ne sera pas compromis en raison d'une coordination insuffisante des différentes étapes du voyage, et qu'il est tenu compte des conditions météorologiques (article 5 point 3a). Ce qui suppose que l'organisateur doit :

- s'informer sur les prévisions météorologiques
- prévoir l'approvisionnement en eau, en nourriture et en litière pour toute la durée du transport, même si une partie du voyage s'effectue à l'extérieur du territoire de l'Union ;
- prévoir un espace suffisant dédié aux animaux. Dans le cas de voyages de longue durée, a fortiori par des températures élevées, les densités doivent en effet être réduites par rapport aux densités réglementaires habituelles (annexe I chapitre VII points B et C).

► de fournir un exemplaire dûment complété et signé de la Section 1 du carnet de route, au plus tard deux jours ouvrables avant le départ prévu (R(CE)1/2005 annexe II point 3b), pour permettre à l'autorité compétente de l'examiner.

- pour les départs en Turquie, l'organisateur doit notamment prendre en considération les horaires de travail des services officiels en points de sortie (UE) / entrée (pays tiers) dans le cadre de la programmation du voyage, afin d'épargner aux animaux des attentes évitables.

Selon les informations détenues par la Commission :

- les services du point de sortie bulgares sont ouverts 24h/24.
- ceux du point d'entrée turc sont ouverts de 9h à 18h, heure locale (heure d'été française + 1)

II. Contrôles et certification officiels

Je vous rappelle que l'article 14.1a(ii) du R(CE)1/2005 prévoit que vous devez réaliser, dans le cas de voyages de longue durée d'ongulés domestiques, des ***contrôles appropriés*** pour vérifier que (…) le carnet de route ***est réaliste et permet de penser*** que le transport est conforme au règlement.

Les modalités de ces contrôles sont définies dans le Guide d'utilisation et de contrôle du carnet de route (disponible depuis 2011 sur l'internet du ministère pour les opérateurs, et dans le référentiel métier pour les services).

En complément, des formations méthodologiques spécifiques aux exportations vers la Turquie ont été dispensées dans les régions indemnes de FCO (nota : des négociations sont en cours avec les autorités vétérinaires turques en vue d'autoriser les exportations de bovins originaires de zones de restriction. Mais à cette heure, celles-ci sont toujours interdites).

Par conséquent, les points suivants devront faire l'objet d'une attention particulière, pour toute exportation à destination de la Turquie :

► vérification approfondie de la conformité et du caractère réaliste de la programmation, notamment des intervalles de repos réglementaires, en tenant compte des horaires d'ouvertures du point d'entrée Turc ;

► vérification des conditions d'approvisionnement en eau, nourriture et litière, jusqu'au lieu de destination dans le pays tiers ;

► vérification de l'existence de plans d'urgence, et de leur pertinence pour ce type de transport ;

► vérification des prévisions météorologiques,

► contrôle a posteriori des enregistrements de températures prévus à l'annexe I chapitre VI point 3.3.

Par des conditions climatiques supérieures à 30°C, les moyens de transport actuels ne permettraient pas de maintenir les températures à l'intérieur des véhicules dans la fourchette réglementaire (entre 5°C et 30°C, +/- 5°C), a fortiori lorsque des arrêts prolongés sont prévus.

Par conséquent, il vous est demandé de ne pas valider les carnets de route lorsque les prévisions météorologiques sur le trajet, fournies par le professionnel, excèdent 30°C, à moins que des garanties vous soient apportées par l'organisateur sur la capacité à maintenir les températures à l'intérieur du véhicule dans la fourchette réglementaire.

Vous voudrez bien diffuser largement ces instructions aux opérateurs concernés. De notre côté, nous les transmettons aux organisations nationales représentatives.

Je vous invite à me faire part de toute difficulté dans la mise en œuvre de cette instruction aux adresses électroniques suivantes : sdspa.dgal@agriculture.gouv.fr , sdasei.dgal@agriculture.gouv.fr et transport.protectionanimale.dgal@agriculture.gouv.fr .

Le directeur général adjoint de l'alimentation
Chef du service de la gouvernance
et de l'International
CVO
Loïc EVAIN

ANNEXE

Ref. Ares(2016)2989829 - 28/06/2016

EUROPEAN COMMISSION
DIRECTORATE-GENERAL FOR HEALTH AND FOOD SAFETY

Directorate G – Crisis management in food, animals and plants
Director

Brussels,
SANTE G2/SR/rb (2016) 3517543

Dear Chief Veterinary Officer,

Subject: Export of live animals to non-EU countries – suggestions on official checks

Many livestock traders, in particular those trading in animals of bovine and ovine species, export live animals to non-EU countries over long journeys. This trade represents an important economic activity but also higher risks for the welfare of transported animals.

The purpose of this letter is to draw your attention to these risks and to indicate some key actions and checks that can mitigate them. You can find these suggestions in the Annex to this letter.

These suggestions could also be useful for other authorities involved in animal transport, such as the road police, as well as the organisers planning these journeys.

I therefore ask you to ensure that this letter is forwarded to all authorities and organisers concerned. Your contribution to keeping the stakeholders informed of this matter is highly appreciated.

The Commission services would welcome any information regarding the difficulties you may encounter to implement these suggestions.

Please note that this letter and its Annex have been drafted by the Commission services as a basis for discussion and do not reflect a formal position of the Commission. In addition, it must be noted that only the Court of Justice of the European Union is entitled to interpret Union law with final binding authority.

Yours sincerely,

Bernard Van Goethem

To: CVOs of all Member States

Cc: Permanent Representations of All Member States
Member States National Contact Points on Animal Transport
K. Cernilogar, B. Gautrais, T. Bregeon, B. Van Goethem, A. Brouw, A. Ramirez Vela, K. Van Dyck, E. Zamora Escribano, R. Delfino, A.-E. Füssel, D. Simonin, M. Ferrara, S. Ralchev

ANNEX

Suggested checks and actions to be taken by the competent authorities on the export of live animals to non-EU countries

Background

The Commission services receive regular correspondence concerning the situation at the Bulgarian-Turkish border as regards animal health and welfare issues, particularly in relation to transport carried out under conditions that do not comply with the requirements laid down in Council Regulation (EC) No 1/2005 *on the protection of animals during transport*[1]. These events increase in frequency during the hot summer months and have been made more complex this year due to the Lumpy Skin Disease outbreaks in Bulgaria.

The planning of journeys is particularly important to minimise the risks to the animals' health and welfare throughout the entire duration of the journey, from point of departure to the final point of destination.

Article 5(3)(a) of the said Regulation requires that when planning each journey the organisers ensure that "*the welfare of the animals is not compromised by insufficient coordination of the different parts of the journey; and the weather conditions are taken into account*".

In addition, Article 14(1)(a)(ii) requires that, in the case of long journeys for animals of the species mentioned in the introductory phrase of Article 14(1), "*the competent authority of the place of departure shall carry out appropriate checks to verify that the journey log submitted by the organiser is realistic and indicates compliance with this Regulation*".

Based on these requirements, and considering that adequate planning of the journey and its approval have a direct influence on the health and welfare of the animals throughout the duration of the journey some main points must be taken into high consideration when planning and authorising journeys ending in a non-EU country, particularly those transiting through the Bulgarian-Turkish border.

The organiser must:

- plan the provision of feed, water and bedding throughout the duration of the journey[i], even for the part of the journey that takes place outside of the territory of the EU. The space allowances should be determined taking into consideration the expected meteorological conditions throughout the journey[ii];

- plan the journey taking into consideration the opening times of veterinary controls at Kapikule (the Turkish border) so as to avoid waiting unnecessarily[iii]. As far as the Commission services are aware, the opening times are between 9:00 and 18:00 (GMT +2). In addition, these controls generally require several hours to be completed. In order to be able to complete the transit of the border within the time Turkish authorities are available to process consignments, organisers and veterinary authorities preparing and approving journey logs should take into account that vehicles should clear the Bulgarian exit point with sufficient time ahead so as to be processed within the Turkish authorities' working hours.

---

[1] Regulation (EC) No 1/2005 on the protection of animals during transport and related operations, OJ L 3, 5.1.2005, p. 1.

- provide a properly completed and signed copy of Section 1 of the journey log to the competent authority well in advance of the time of departure; the legal minimum period to allow the competent authority to assess the plan is two working days[iv].

Recommendations to the competent authorities

The competent authority of the place of departure should verify that the operator has planned the journey taking into account the above points. Furthermore they should check the following:

- **The temperature forecast** during the proposed journey. When it is known that the temperature at the border between Bulgaria and Turkey will be above 30°C (86°F) transports on long journeys should not be authorised if the ventilation system is not capable of maintaining inside temperatures between 5°C to 30°C, with a +/-5°C tolerance[v]. Organisers and veterinary authorities should bear in mind the standstill times indicated above where vehicles will not be moving. In practice, there is no possibility to lower the internal temperatures on vehicles travelling in ambient temperature conditions over 30°C.

- **The provision of food, water, bedding** and **space allowances**: several Member States have "hot weather guidance" for organisers and official services. As an indication, some of the guidance concerned suggests an increase in space allowances for travel in hot weather conditions of 30%[vi];

- **The contingency plans** and in particular if they are appropriate for this type of journey[vii]: provision of food, water and bedding in the event of emergencies, including outside of the EU territory, has been organised and can be verified, what to do if stuck at the border, etc.;

In addition, **the competent authority in those Member States operating control posts** should ensure that the controls on live animal consignments destined to leave the EU[viii] include verification of the provision of adequate water, feed and bedding to ensure consignments are adequately prepared for the next part of their journey whether within or outside of the EU. The same should be ensured by all Member States where checks at any stage of the long journey are carried out outside control posts.

Means of transport for long journeys have to be initially approved by competent authorities and when approvals have to be renewed, the competent authority should use the knowledge gained over the past years to verify that, for animals of the species mentioned in Article 6(9) and the title of Annex I, Chapter VI of Regulation (EC) No 1/2005, such vehicle approvals only include the categories of animals for which the watering devices are suitable[ix], and that the **satellite navigation systems** are carefully checked to ensure that competent authorities are given suitable information, in a format which is accessible to them, to enable them to verify if long journeys have been undertaken in accordance with the planned arrangements and the requirements of the Regulation[x].

Finally, any **competent authority that finds non-compliances** should, as a priority, take or require the person responsible for the animals to take the necessary action to safeguard the welfare of the animals including emergency measures[xi]. Depending on the circumstances emergency measures may include, inter alia, unloading the animals and holding them in suitable accommodation until the problem is resolved, or returning them to their place of departure, and at the last resort, sending them to the nearest slaughterhouse or euthanizing them, depending on the level of risks to animal welfare. The action taken must not be likely to cause unnecessary or additional suffering to the animals and must be proportionate to the seriousness of the risks involved.

[i] Annex I, Chapter III, point 2.7 and Annex I, Chapter VI, points 1.2 to 1.5 and 2.1 to 2.3 of Council Regulation (EC) No 1/2005.

[ii] Annex I, Chapter VII of Council Regulation (EC) No 1/2005.

[iii] Article 3(a) and (f) and Article 5(3)(a) of Council Regulation (EC) No 1/2005.

[iv] Annex II, point 3(b) of Council Regulation (EC) No 1/2005.

[v] Annex I, Chapter VI, point 3.1 of Council Regulation (EC) No 1/2005.

[vi] For domestic equidae and pigs, see however the specific variation limits laid down in Annex I, Chapter VII, sections A and D of Council Regulation (EC) No 1/2005.

[vii] Article 11(1)(b)(iv) of Council Regulation (EC) No 1/2005.

[viii] Article 15(1) of Council Regulation (EC) No 1/2005.

[ix] Annex I, Chapter VI, point 2.2 of Council Regulation (EC) No 1/2005

[x] Article 6(9), Article 15(4) and Annex I, Chapter VI, point 4.1 of Council Regulation (EC) No 1/2005.

[xi] Article 23 of Council Regulation (EC) No 1/2005.

Electronically signed on 28/06/2016 11:00 (UTC+02) in accordance with article 4.2 (Validity of electronic documents) of Commission Decision 2004/563